

## Quand le gouvernement crie haro sur les chômeurs

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans

les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.



## **Poisson d'avril ?**

Le lundi 1er avril, c'était férié... et pourtant certains d'entre nous à P1 sont allés s'entasser dans la boîte comme des sardines. Ce n'est pas que nous soyons des défenseurs inconditionnels des fêtes religieuses chômées, néanmoins les jours fériés constituent des repos payés. Les travailler pour toucher la majoration envoie le signal à la direction que nous sommes prêts à sacrifier nos repos pour un peu de beurre dans les épinards. Or, notre santé, notre vie sociale et familiale n'a pas de prix.

Il faut se battre pour obtenir des augmentations de salaire sans augmenter notre temps de travail ! Et même revendiquer la baisse du temps de travail !

## **Team building**

Pour nous remercier de tous nos bons et loyaux services, bioMéryeux nous paie un repas... avec les N+1 et N+2. Derrière l'idée qui paraît anodine de créer une cohésion d'équipe se cachent d'autres motivations : faire baisser la pression générée par l'augmentation de la charge de travail et le management dans les services, nous faire accepter les prochains coups durs ou moments de sous-effectifs car nous serons « une équipe soudée ».

L'esprit d'équipe est à géométrie variable pour la direction : elle est pour quand on doit faire le boulot d'un collègue absent, elle est contre quand il s'agit d'organiser ensemble notre travail, de se défendre les uns les autres, ou même de nous donner des augmentations collectives.

La vraie fraternité reste à construire : autour de la lutte contre les discriminations, autour de la défense de nos conditions de travail et de nos salaires. Pour cela, il faudra bien plus qu'un repas, et certainement pas avec tout le gratin !

## **Poutine appelle 150 000 Russes de 18 à 30 ans à faire leur service militaire**

Le président russe a rendu public ce dimanche 31 mars un décret précisant les contours de la conscription de printemps. Si Moscou affirme que les nouveaux conscrits ne combattront pas en Ukraine, ce nouvel appel intervient « dans un contexte de rumeurs généralisées d'une nouvelle vague de mobilisation pour l'offensive en Ukraine », observe la presse étrangère. Voilà le sort réservé aux jeunes. Service militaire et demain... mourir dans les tranchées sur le front.

## **Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution !**

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales.

Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités et des opprimés au sein d'un continent où l'immense majorité de la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits.

Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, qui ne demandent qu'à venir ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne sont des travailleurs : Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, Gaël Quirante, 48 ans, postier, Armelle Pertus, 48 ans, professeure des écoles, Damien Scali, 38 ans, cheminot.



**Révolutionnaires ! Achetez pour 2€ le n°12 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !**



*Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !*

*Pour nous contacter : [69.etincelle.@gmail.com](mailto:69.etincelle.@gmail.com)*

**Imprimerie Spéciale NPA**